

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE STELLANTIS FRANCE

Société anonyme au capital de 144 842 528 Euros
Siège social : 43, rue Jean-Pierre TIMBAUD- 78300 POISSY
652 034 638 RCS VERSAILLES

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 07 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE STELLANTIS FRANCE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 "Principes comptables" de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du code de commerce.

Banque Stellantis France ne décrit pas les objectifs de la politique de diversité au regard de critères tels que l'âge, le sexe ou les qualifications et l'expérience professionnelle appliquée aux membres du conseil d'administration telle que requise par l'article L. 22-10-10 2° du Code de commerce ni les modalités de mise en œuvre de cette politique ainsi que les résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE STELLANTIS FRANCE S.A. par votre assemblée générale du 15 mars 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 10 mai 2005 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 9^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 21^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 23 mars 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Gaël COLABELLA

Forvis Mazars SA
Maguette DIOP

Bilan et hors bilan

Bilan

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Opérations interbancaires et assimilées (Note 3) | 9 637 369 | 9 732 656 |
| Créances sur les établissements de crédit | 9 637 369 | 9 732 656 |
| Opérations avec la clientèle (Note 4) | 286 340 | 324 854 |
| Autres concours à la clientèle | 223 916 | 222 708 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 62 424 | 102 146 |
| Participations et autres titres détenus à long terme (Note 5) | 1 052 297 | 1 051 465 |
| Autres actifs (Note 6) | 75 943 | 34 599 |
| Comptes de régularisation (Note 7) | 7 986 | 11 594 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 11 059 936 | 11 155 169 |

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Passif | | |
| Opérations interbancaires et assimilées (Note 8) | 1 580 124 | 1 436 634 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 580 124 | 1 436 634 |
| Opérations avec la clientèle (Note 9) | 3 857 373 | 3 846 992 |
| Dettes représentées par un titre (Note 10) | 4 025 781 | 4 316 424 |
| Autres passifs (Note 11) | 67 334 | 32 543 |
| Comptes de régularisation (Note 12) | 28 147 | 27 165 |
| Provisions (Note 13) | 543 | 617 |
| Dettes subordonnées (Note 14) | 351 118 | 351 345 |
| Capitaux propres (Note 15) | 1 149 517 | 1 143 449 |
| Primes d'émission | 593 347 | 593 347 |
| Capital souscrit | 144 843 | 144 843 |
| Réserves | 18 869 | 18 869 |
| Report à nouveau | 240 915 | 325 434 |
| Résultat de l'exercice | 151 544 | 60 957 |
| TOTAL DU PASSIF | 11 059 936 | 11 155 169 |

Hors bilan

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | 311 854 | 204 075 |
| Engagements en faveur de la clientèle | 131 854 | 134 075 |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit ⁽¹⁾ | 180 000 | 70 000 |
| Engagements de garantie | 510 | 510 |
| Garanties d'ordre de la clientèle ⁽²⁾ | 245 | 246 |
| Garanties d'ordre d'établissements de crédit ⁽³⁾ | 265 | 265 |
| Engagements reçus | | |
| Engagements de financement | - | - |
| Garanties reçues d'établissements de crédit | - | - |
| Engagements de garantie | 91 444 | 95 233 |
| Garanties reçues d'établissements de crédit | - | - |
| Autres garanties reçues de la clientèle | 91 444 | 95 233 |

(1) Il s'agit de prêts accordés à CREDIPAR en date de valeur non atteinte pour 180 000 milliers d'euros à fin décembre 2025.

(2) Reprise des garanties d'ordre de la clientèle par Stellantis Financial Services Europe depuis 2015 concernant les nouveaux contrats.

(3) Il s'agit des cautions contre-garanties données à CREDIPAR pour 150 milliers d'euros, et à CLV pour 115 milliers d'euros.

Compte de résultat

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 280 226 | 314 401 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit (Note 16) | 271 862 | 302 676 |
| Sur opérations avec la clientèle (Note 17) | 8 364 | 11 725 |
| Intérêts et charges assimilées | (276 076) | (318 227) |
| Sur opérations avec les établissements de crédit (Note 16) | (74 506) | (76 218) |
| Sur opérations avec la clientèle (Note 17) | (79 388) | (102 369) |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe (Note 18) | (122 182) | (139 640) |
| Revenus des titres à revenu variable (Note 19) | 151 385 | 71 187 |
| Commissions (produits) (Note 20) | 2 660 | 2 954 |
| Commissions (charges) (Note 20) | (681) | (789) |
| Autres produits d'exploitation bancaire (Note 21) | 984 | 108 |
| Autres charges d'exploitation bancaire (Note 21) | (411) | (111) |
| Produit net bancaire | 158 086 | 69 523 |
| Charges générales d'exploitation (Note 22) | (5 087) | (5 089) |
| Résultat brut d'exploitation | 152 999 | 64 434 |
| Coût du risque (Note 23) | 385 | 1 856 |
| Résultat d'exploitation | 153 384 | 66 290 |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés | - | - |
| Résultat courant avant impôt | 153 384 | 66 290 |
| Résultat exceptionnel | - | - |
| Impôt sur les bénéfices (Note 24) | (1 840) | (5 333) |
| Résultat de l'exercice | 151 544 | 60 957 |
| Résultat par action (en euros) | 16,74 € | 6,73 € |

Notes aux états financiers

NOTE 1 Faits marquants de l'exercice

A. Contexte macroéconomique

Le contexte macroéconomique impactant les activités de Banque Stellantis France a été marqué en 2025 par une poursuite du recul de l'inflation pour arriver en fin d'année dans la zone des 2 % au niveau de la zone euro et de 1 % pour la France. Ce reflux de l'inflation a permis à la Banque Centrale Européenne de poursuivre sa stratégie de réduction de ses taux directeurs entamée en juin 2024 pour atteindre 2 % en juin 2025 pour ce qui concerne le taux de facilité de dépôts. Ceci s'est traduit pour Banque Stellantis France par une réduction de ses charges financières tant pour ce qui concerne ses émissions obligataires que pour le taux de rémunération servi aux livrets d'épargne DISTINGO.

Pour ce qui concerne le marché automobile en France, une nouvelle baisse des immatriculations de véhicules neufs a été constatée en 2025 à hauteur de 5,1 % alors qu'une baisse de 2,5 % avait déjà été constatée en 2024. Dans ce marché baissier, les immatriculations de véhicules neufs de STELLANTIS ont chuté plus lourdement que le marché avec un recul de 6,8 %. Ceci a généré une stabilisation des besoins des concessionnaires de STELLANTIS en termes de financement de trésorerie auprès de Banque Stellantis France. De même, les besoins de financement de sa filiale CREDIPAR ont légèrement diminué au cours de l'exercice 2025 à hauteur de 155 millions d'euros.

B. Collecte des dépôts

La collecte des dépôts effectuée en France par Banque Stellantis France sous la marque DISTINGO Bank auprès d'une clientèle de particuliers s'est caractérisée par une stabilité de l'encours collecté pour un montant total de 3 590 millions d'euros à la fin de l'année 2025 malgré la chute du taux de rémunération du livret d'épargne DISTINGO qui est passé de 2,25 % en janvier 2025 à 2,00 % à compter de mi-mai 2025.

NOTE 2 Principes comptables

Les états financiers de la société Banque Stellantis France sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et amendé par le règlement 2020-10 du 22 décembre 2020.

Le règlement ANC n° 2023-03, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025, a modifié divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ainsi, le transfert de charges a été supprimé du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Banque Stellantis France n'ayant pas recours à cette technique, ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'effet sur ses comptes annuels.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à G ci-après.

Le terme « entreprises liées » désigne toutes les entreprises présentes dans le périmètre de consolidation des groupes STELLANTIS et Santander Consumer Finance, auxquels Banque Stellantis France appartient.

A. Immobilisations

Au 31 décembre 2025, Banque Stellantis France ne détient aucune immobilisation corporelle ni incorporelle.

B. Titres

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 Livre II – Titre 3, du 26 novembre 2014, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres est amorti de façon linéaire sur leur durée de vie résiduelle. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lorsque le prix de marché des titres à la date de clôture est inférieur à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Autres intérêts et produits assimilés », les intérêts courus non échus étant comptabilisés prorata temporis.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés en titres de participation. Ces titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

Au bilan, ces titres sont maintenus à leur coût historique, sauf en cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, auquel cas des dépréciations sont constatées. Leur valeur d'utilité est appréciée par l'analyse combinée de plusieurs paramètres à savoir le montant de l'actif net ainsi que les perspectives de bénéfices futurs et de flux de trésorerie futurs telles que les prévisions de dividendes des années à venir. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Au 31 décembre 2025, Banque Stellantis France détient 100 % des titres de la société CREDIPAR, détenant elle-même 100 % des titres de la société CLV, ainsi que 100 % des titres des deux sociétés acquises en mai 2023, Stellantis Financial Services Belux et Stellantis Financial Services Nederland. Cet ensemble de sociétés constitue un périmètre de consolidation de l'activité de financement des marques de STELLANTIS en France, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas détenu conjointement par Santander Consumer Finance et Stellantis Financial Services Europe.

C. Créances sur la clientèle

La valeur brute des différents financements consentis à la clientèle comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle. Les crédits accordés sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ou présentant des risques avérés de non-recouvrement (« *grading D* » dans la notation interne) sont classés en créances douteuses.

Les encours douteux incluent les encours pour lesquels des procédures judiciaires affectent la contrepartie, notamment les procédures de surendettement pour les particuliers ou les procédures de sauvegarde, de conciliation, de redressement et de liquidation judiciaire pour les entreprises.

Le classement pour une contrepartie donnée de ses encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou cautions. Cette règle ne concerne ni les encours affectés de litiges ponctuels non liés à l'insolvabilité de la contrepartie, ni le risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers et non de celle de la contrepartie même (cas de l'escompte commercial).

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe segmenté *Corporate*, les conséquences de cette défaillance sont examinées au niveau du groupe et la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe d'entreprises est appréciée.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements considérés comme irrécouvrables ou qui présentent des échéances impayées de plus de 451 jours sont classés en créances douteuses compromises. A partir de ce moment, la déchéance du bénéfice du terme est prononcée et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

Dans les deux cas ci-dessus relatifs aux encours douteux et douteux compromis, des dépréciations sont calculées de façon individuelle, en tenant compte des éventuelles garanties présentes dans les dossiers concernés.

A la suite de la revue de qualité des actifs (*Asset Quality Review*, AQR), différents indicateurs (risques pays, secteurs, zones à risques, etc.) ont été pris en compte à titre complémentaire afin de déterminer des dépréciations sur base collective.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé. La Société enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain *Corporate*.

Un encours douteux peut être restructuré, du fait de la situation financière du débiteur. En fonction des modalités de restructuration choisies, la Société est amenée à constater ou non une décote.

La décote correspond à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs de capital et d'intérêts issus de la restructuration.

Indépendamment des aspects liés aux garanties complémentaires éventuellement demandées, les modalités de restructuration suivantes peuvent être utilisées, seules ou combinées :

- abandon de créance : l'abandon de principal ou d'intérêt (échu ou couru) est constaté en pertes ; le montant abandonné ne figure plus à l'actif de la banque ;
- report d'échéance à titre gratuit : les reports d'échéances (ou période de franchise « gratuite ») peuvent être imposés par une commission de surendettement (de type Neiertz en France), laquelle peut décider d'un moratoire de paiement. Dans ce cas, la décote correspond à l'actualisation de la créance reportée du client concerné, au taux du crédit en vigueur, pendant la durée du report ;
- baisse du taux d'intérêt : les baisses de taux induisent mécaniquement la création d'une décote. La décote correspond à l'écart entre les flux actualisés au nouveau taux du crédit et les flux actualisés au taux initial du crédit ;
- allongement de la durée du crédit : pris isolément (sans report d'échéance ni baisse de taux), l'allongement de la durée du crédit ne produit aucune décote, le taux d'intérêt effectif du concours se trouve inchangé. Dans ce cas précis, la créance n'est pas considérée comme étant restructurée, mais seulement réaménagée.

Pour ses créances restructurées, la Société a choisi le retour en encours sains, dans une sous-catégorie spécifique (encours sains restructurés), jusqu'à l'échéance finale.

Cette possibilité est spécifiquement prévue par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- retour immédiat en encours douteux dès le premier impayé ;
- communication en annexe du traitement appliqué aux créances restructurées (principes et méthodes, montants) ;
- maintien d'une dépréciation au moins égale à la décote éventuelle.

L'inscription en encours sains restructurés est faite dès que les nouvelles modalités de relations établies entre la Société et le client sont connues (report d'échéance à titre gratuit, baisse de taux, etc.).

Dans la mesure où l'existence d'une restructuration antérieure constitue un indicateur effectif de risque de perte (*loss event*), il a été décidé de maintenir une dépréciation sur les encours restructurés, égale à celle prévue sur les encours sains avec impayés.

Dans la mesure où la Société maintient une dépréciation sur encours restructurés supérieure au montant de la décote, aucune décote n'est comptabilisée, conformément à la possibilité ouverte par l'article 2221-5 du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Lorsqu'à la suite d'un retour en encours sains pour restructuration, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, il est immédiatement transféré en encours douteux, dès le premier impayé. Après 149 jours d'impayés (*Retail*) ou 451 jours d'impayés (*Corporate*), il est déclassé en encours douteux compromis, selon la procédure classique.

D. Instruments financiers à terme

Nature des opérations

Les produits et charges liés aux opérations d'échange de taux d'intérêt sont comptabilisés conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, selon que les contrats aient pour objet :

- de maintenir des positions ouvertes isolées ;
- de couvrir le risque de taux affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- de couvrir et de gérer le risque global de taux ;
- de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la valeur économique du bilan et sur la marge nette d'intérêt est géré dans le respect du seuil défini en contractant des dérivés avec des contreparties bancaires. Ces dérivés sont qualifiés de macro-couverture.

Principes d'enregistrement

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux sont enregistrés conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Opérations de macro-couverture

Les opérations de couverture des encours clientèle à taux fixe réalisées par Banque Stellantis France sont qualifiées de macro-couverture : les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

Lorsque des options de *swap* sont achetées, la prime payée est étalée sur la durée du *swap* à compter de sa mise en place. En cas d'absence d'exercice de l'option, la prime est intégralement positionnée en charge. Il n'est pas pratiqué de ventes d'options.

Opérations de micro-couverture

Pour les opérations de Banque Stellantis France qualifiées d'opérations de micro-couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Traitement des soultes

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

Traitement des acomptes sur résultat futur des *swaps* – appels de marges

Dans le cas de *swaps* avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance » ;
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

E. Opérations en devises

Au 31 décembre 2025, Banque Stellantis France n'enregistre aucune opération en devise.

F. Commissions

Il s'agit principalement des commissions perçues par Banque Stellantis France sur les mouvements de trésorerie enregistrés sur les comptes courants de ses clients.

G. Impôt sur les bénéfices

En 2016 a été créé le groupe d'intégration fiscale Banque Stellantis France regroupant sa filiale française détenue à 100 %, CREDIPAR, ainsi que CLV, filiale française elle-même détenue à 100 % par CREDIPAR.

NOTE 3 Créances sur les établissements de crédit**Ventilation des créances à vue/à terme**

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires débiteurs | 79 880 | 86 823 |
| dont entreprises liées | - | - |
| dont créances rattachées | 381 | 657 |
| Comptes et prêts au jour le jour | 440 000 | 161 008 |
| dont entreprises liées ⁽¹⁾ | 440 000 | 161 008 |
| Prêts à terme | 9 036 200 | 9 402 200 |
| dont entreprises liées ⁽²⁾ | 9 036 200 | 9 402 200 |
| Créances rattachées | 81 289 | 82 625 |
| dont entreprises liées | 81 289 | 82 625 |
| TOTAL | 9 637 369 | 9 732 656 |

(1) CREDIPAR : 440 000 milliers d'euros de prêts au jour le jour.

(2) CREDIPAR : prêts à terme de 8 216 000 milliers d'euros.

Stellantis Financial Services Belux : prêts à terme de 510 100 milliers d'euros.

Stellantis Financial Services Nederland : prêts à terme de 310 100 milliers d'euros.

Echéancier des prêts à terme au 31 décembre 2025

| (En milliers d'euros) | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| Prêts à terme | 1 020 200 | 2 861 000 | 4 805 000 | 350 000 | 9 036 200 |

NOTE 4 Opérations avec la clientèle – actif

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Autres concours à la clientèle | 223 614 | 222 271 |
| Crédits de trésorerie | 206 186 | 197 848 |
| Crédits à l'équipement | 5 507 | 7 770 |
| Crédits immobiliers | 11 921 | 16 653 |
| Autres crédits à la clientèle | - | - |
| Comptes ordinaires débiteurs | 62 424 | 102 146 |
| Créances rattachées | 134 | 141 |
| Crédits de trésorerie | 81 | 69 |
| Crédits à l'équipement | 25 | 30 |
| Crédits à l'habitat | 28 | 42 |
| Autres crédits à la clientèle | - | - |
| Créances douteuses compromises nettes | 167 | 296 |
| Montant brut | 781 | 2 478 |
| Dépréciations* | (614) | (2 182) |
| TOTAL | 286 340 | 324 854 |

* Les variations du coût du risque sont présentées en Note 23.

Echéancier des créances à la clientèle hors créances rattachées au 31 décembre 2025

| (En milliers d'euros) | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|---|-----------------|------------------|-----------------|---------------|----------------|
| Autres concours à la clientèle (hors provisions sur encours sains) | 155 022 | 15 425 | 47 312 | 5 855 | 223 614 |

NOTE 5 Participations et autres titres détenus à long terme

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Parts dans des établissements de crédit | 1 045 549 | 1 045 549 |
| Titres de participations CREDIPAR* | 855 425 | 855 425 |
| Titres de participation Belgique, Luxembourg* | 113 022 | 113 022 |
| Titres de participation Pays-Bas* | 77 102 | 77 102 |
| Certificats d'association du Fonds de garantie des dépôts | 6 748 | 5 916 |
| TOTAL | 1 052 297 | 1 051 465 |

* Voir Note 25 – Filiales et participations.

Aucune provision pour dépréciation des titres n'a été constatée.

NOTE 6 Autres actifs

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Etat et organismes sociaux ⁽¹⁾ | 70 765 | 23 153 |
| IS à recevoir des filiales | - | - |
| <i>dont entreprises liées</i> | - | - |
| Dépôts de garantie | 5 166 | 4 903 |
| Autres actifs | 12 | 12 |
| Appel de marge ⁽²⁾ | - | 6 531 |
| <i>dont entreprises liées</i> | - | 6 531 |
| TOTAL | 75 943 | 34 599 |

(1) Ce poste comprend l'acompte 2025 d'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers versés pour compte de la clientèle dans le cadre de l'activité DISTINGO (22 265 milliers d'euros) et l'impôt société versé au titre de l'intégration fiscale (45 157 milliers d'euros).

(2) Ce poste est relatif au *swap* de micro-couverture de l'EMTN émis en janvier 2024 à taux fixe (marge initiale postée sur le *swap* clearé à la CCP). Ce *swap* de micro-couverture a été débouclé en juin 2025.

NOTE 7 Comptes de régularisation – actif

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|--------------|---------------|
| Primes d'émission des titres à revenu fixe* | 2 859 | 3 224 |
| Autres charges à répartir sur dettes à terme | 1 175 | 1 425 |
| Charges à répartir | 3 929 | 6 913 |
| Produits à recevoir | - | - |
| Autres comptes de régularisation | 22 | 32 |
| TOTAL | 7 986 | 11 594 |

* Il s'agit des primes d'émission sur EMTN et NEU MTN.

NOTE 8 Dettes envers les établissements de crédit**Ventilation des dettes à vue/à terme**

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 5 143 | 16 869 |
| <i>dont entreprises liées ⁽¹⁾</i> | <i>5 124</i> | <i>16 845</i> |
| Comptes et emprunts à terme ⁽²⁾ | 1 570 200 | 1 415 200 |
| <i>dont entreprises liées</i> | <i>820 200</i> | <i>565 200</i> |
| Dettes rattachées | 4 781 | 4 565 |
| Au jour le jour et comptes ordinaires | - | - |
| <i>dont entreprises liées</i> | - | - |
| Sur emprunts à terme | 4 781 | 4 565 |
| <i>dont entreprises liées</i> | 2 977 | 2 054 |
| TOTAL | 1 580 124 | 1 436 634 |

(1) Comptes créditeurs de CLV, CREDIPAR, Stellantis Financial Services Europe.

(2) Lignes de crédit bancaires dont 820 200 milliers d'euros auprès de CREDIPAR en 2025.

Echéancier des comptes et emprunts à terme au 31 décembre 2025

| (En milliers d'euros) | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Comptes et emprunts à terme | | | | | |
| Entreprises liées | - | 125 200 | 695 000 | - | 820 200 |
| Autres établissements de crédit | - | 350 000 | 400 000 | - | 750 000 |

NOTE 9 Opérations avec la clientèle – passif

Ventilation des dettes à vue/à terme

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Dettes à vue | 3 146 485 | 3 045 209 |
| Comptes ordinaires créditeurs concessionnaires | 253 465 | 205 017 |
| <i>dont entreprises liées</i> | - | - |
| Comptes d'épargne aux particuliers ⁽¹⁾ | 2 892 651 | 2 839 721 |
| <i>dont dettes rattachées sur livret</i> | - | - |
| Autres sommes dues | 369 | 471 |
| Dettes à terme | 710 888 | 801 783 |
| Comptes d'épargne aux particuliers ⁽²⁾ | 682 114 | 776 321 |
| Comptes créditeurs à terme concessionnaires | 13 637 | 7 648 |
| Dépôt de garantie | - | 40 |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme | 15 137 | 17 774 |
| TOTAL | 3 857 373 | 3 846 992 |

(1) Comptes de dépôts à vue de particuliers versés à Banque Stellantis France dans le cadre de l'activité DISTINGO Bank.

(2) Comptes de dépôts à terme de particuliers versés à Banque Stellantis France dans le cadre de l'activité DISTINGO Bank.

Echéancier des comptes à terme au 31 décembre 2025

| (En milliers d'euros) | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|--|--------------------|---------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Comptes d'épargne aux particuliers à terme | | | | | |
| Hors groupe | 91 805 | 562 091 | 28 218 | - | 682 114 |
| Comptes créditeurs à terme (concessionnaires) | | | | | |
| Hors groupe | - | 4 495 | 500 | 8 642 | 13 637 |

NOTE 10 Dettes représentées par un titre

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables | 3 956 000 | 4 247 000 |
| Emission de NEU MTN/EMTN ⁽¹⁾ | 2 508 000 | 2 528 000 |
| <i>dont entreprises liées (Santander)</i> | - | 5 800 |
| Emission de NEU CP ⁽²⁾ | 1 448 000 | 1 719 000 |
| Dettes rattachées sur titres de créances négociables | 69 781 | 69 424 |
| Dettes rattachées sur titres de créances négociables | 69 781 | 69 424 |
| TOTAL | 4 025 781 | 4 316 424 |

(1) Suite à la mise en place en 2016 de programmes d'émission de NEU MTN et d'obligations (EMTN), au 31 décembre 2025, le montant de titres émis atteint 2 508 000 milliers d'euros.

(2) Suite à la mise en place en 2016 d'un programme d'émission de NEU CP, au 31 décembre 2025, le montant de titres émis atteint 1 448 000 milliers d'euros.

Echéancier des dettes représentées par un titre hors dettes rattachées au 31 décembre 2025

| (En milliers d'euros) | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|---------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|------------------|------------------|
| Titres de créances négociables | | | | | |
| Entreprises liées | - | - | - | - | - |
| Hors groupe | 500 000 | 1 706 000 | 1 750 000 | - | 3 956 000 |

NOTE 11 Autres passifs

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| Etat et organismes sociaux* | 65 799 | 31 533 |
| Autres passifs | 18 | 17 |
| Dettes fournisseurs | 1 517 | 993 |
| TOTAL | 67 334 | 32 543 |

* Ce poste comprend le montant des prélèvements fiscaux et sociaux relatifs à l'activité DISTINGO Bank devant faire l'objet d'un reversement au profit du Trésor public pour 17 563 milliers d'euros. Ce poste comprend également les montants d'impôt sur les sociétés dus aux filiales membres du groupe fiscal intégré autour de Banque Stellantis France en application des règles de l'intégration fiscale pour un montant de 45 288 milliers d'euros.

NOTE 12 Comptes de régularisation – passif

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Gains à étaler ⁽¹⁾ | - | 1 859 |
| Autres produits constatés d'avance ⁽²⁾ | 8 508 | 13 497 |
| Autres charges à payer ⁽³⁾ | 19 630 | 8 400 |
| <i>dont entreprises liées</i> | 4 667 | 8 150 |
| Comptes de régularisation divers | 9 | 767 |
| Charges à payer sur instruments financiers | - | 2 642 |
| <i>dont entreprises liées Santander</i> | - | - |
| TOTAL | 28 147 | 27 165 |

(1) Il s'agit de l'étalement de la soulte de remise au pair du *swap* couvrant l'émission obligataire de janvier 2024. Ce *swap* a été débouclé en juin 2025.

(2) Il s'agit de l'ensemble des frais sur les différents types de refinancements levés par Banque Stellantis France et qui font l'objet d'un transfert à CREDIPAR.

(3) Il s'agit notamment de charges de prestations de services fournies par les deux actionnaires et par CREDIPAR.

NOTE 13 Provisions pour risques et charges

| (En milliers d'euros) | 31/12/2024 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | 31/12/2025 |
|--|------------|-----------|-----------------------|------------------------------|------------|
| Provisions pour risques des engagements financement réseaux | - | - | - | - | - |
| Provisions pour risques et charges | 617 | 8 | - | (82) | 543 |
| Provisions encours sains | | | | | |
| Comptes ordinaires | 194 | 2 | - | (78) | 118 |
| Autres crédits à la clientèle* | 408 | 7 | - | (0) | 414 |
| Crédits à l'équipement | 15 | 0 | - | (4) | 11 |
| TOTAL | 617 | 8 | - | (261) | 543 |

* Dont 392 milliers d'euros de provisions sur les crédits de trésorerie et 23 milliers d'euros sur les crédits à l'habitat.

NOTE 14 Dettes subordonnées

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Autres emprunts subordonnés à terme* | 350 000 | 350 000 |
| <i>dont entreprises liées Santander Consumer Finance</i> | 175 000 | 175 000 |
| <i>dont entreprises liées Stellantis Financial Services Europe</i> | 175 000 | 175 000 |
| Dettes rattachées | 1 118 | 1 345 |
| <i>dont entreprises liées Santander Consumer Finance</i> | 559 | 673 |
| <i>dont entreprises liées Stellantis Financial Services Europe</i> | 559 | 673 |
| TOTAL | 351 118 | 351 345 |

* Les emprunts subordonnés sont souscrits à parts égales par Santander Consumer Finance et par Stellantis Financial Services Europe. Ils ont été émis pour 210 millions d'euros en février 2023, pour 90 millions d'euros en décembre 2023 et pour 50 millions d'euros en décembre 2024, portant ainsi le montant total des emprunts subordonnés à 350 millions d'euros.

NOTE 15 Variation des capitaux propres

| (En milliers d'euros) | 31/12/2024 | Affectation du résultat 2024 | Variation du capital | Résultat de l'exercice 2025 | 31/12/2025 |
|---------------------------------------|------------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------|
| Capital ⁽¹⁾ | 144 843 | - | - | - | 144 843 |
| Primes d'émission et primes d'apport | 593 347 | - | - | - | 593 347 |
| Réserve légale | 14 484 | - | - | - | 14 484 |
| Autres réserves | 4 385 | - | - | - | 4 385 |
| Report à nouveau | 325 434 | (84 520) | - | - | 240 915 |
| Résultat de l'exercice ⁽²⁾ | 60 957 | (60 957) | - | 151 544 | 151 544 |
| TOTAL | 1 143 449 | (145 476) | - | 151 544 | 1 149 517 |

(1) Au 31 décembre 2025, le capital se décompose en 9 052 658 actions d'une valeur nominale de 16 euros.

Banque Stellantis France est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de Stellantis Financial Services Europe et par intégration globale dans les comptes de Santander Consumer Finance.

Banque Stellantis France est détenue à 50 % par Stellantis Financial Services Europe et à 50 % par Santander Consumer Finance.

(2) L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, constate que le bénéfice distribuable s'établit à la somme de 392 458 154,68 euros, constitué du bénéfice de l'exercice 2025 pour 151 543 606,98 euros cumulé avec le solde du compte « Report à nouveau » s'élevant à la somme de 240 914 547,70 euros.

L'Assemblée Générale, au vu de la trajectoire des fonds propres à moyen terme, décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice :

- au « Report à nouveau » : 247 796 679,84 euros ;
- aux actions : 144 661 474,84 euros.

L'Assemblée Générale prend note qu'un dividende de 15,98 euros par action sera versé au titre de l'exercice 2025 et rappelle qu'un dividende de 16,07 euros par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024, qu'un dividende de 12,21 euros par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2023, et qu'un dividende de 15,92 euros par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2022.

NOTE 16 Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|---|-----------------|-----------------|
| Produits | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs | 1 861 | 3 243 |
| Intérêts sur comptes et prêts au jour le jour | - | - |
| <i>dont entreprises liées (CREDIPAR)</i> | - | - |
| Intérêts sur comptes et prêts à terme | 259 533 | 294 950 |
| <i>dont entreprises liées (CREDIPAR)</i> | 236 737 | 292 506 |
| <i>dont entreprises liées (Stellantis Financial Services Belux)</i> | 14 077 | 1 597 |
| <i>dont entreprises liées (Stellantis Financial Services Nederland)</i> | 8 719 | 847 |
| Impact net de la micro-couverture des emprunts | - | - |
| Produits sur engagements de garantie | - | - |
| Produits divers d'intérêts | 6 999 | 1 136 |
| Produits sur frais d'émission | 3 469 | 3 347 |
| <i>dont entreprises liées (CREDIPAR)</i> | 3 469 | 3 347 |
| TOTAL | 271 862 | 302 676 |
| Charges | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs | (170) | (29) |
| Intérêts sur comptes et emprunts à terme | (47 100) | (39 317) |
| <i>dont entreprises liées (Santander Consumer Finance)</i> | - | - |
| <i>dont entreprises liées (CREDIPAR)</i> | (22 796) | (2 444) |
| Intérêts sur emprunts subordonnés | (17 170) | (19 442) |
| <i>dont entreprises liées (Stellantis Financial Services Europe)</i> | (8 585) | (9 721) |
| <i>dont entreprises liées (Santander Consumer Finance)</i> | (8 585) | (9 721) |
| Charges diverses d'intérêts | (9 651) | (16 908) |
| <i>dont entreprises liées (CREDIPAR)</i> | - | - |
| <i>dont entreprises liées (Santander Consumer Finance)</i> | (6 069) | (7 961) |
| Charges sur engagements de garantie reçus | (1) | (1) |
| <i>dont entreprises liées (Santander Consumer Finance)</i> | - | - |
| Charges sur frais d'émission | (414) | (521) |
| <i>dont entreprises liées (Santander Consumer Finance)</i> | (58) | (108) |
| TOTAL | (74 506) | (76 218) |

NOTE 17 Produits et charges sur opérations avec la clientèle

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|---|-----------------|------------------|
| Produits | | |
| Intérêts sur autres concours à la clientèle | 8 359 | 11 719 |
| Créances commerciales | - | - |
| Crédits de trésorerie | 6 220 | 8 668 |
| Crédits à l'équipement | 229 | 143 |
| Crédits à l'habitat | 336 | 500 |
| Autres crédits à la clientèle | - | 4 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 1 574 | 2 404 |
| Produits sur engagements de garantie | 5 | 6 |
| TOTAL | 8 364 | 11 725 |
| Charges | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires à la clientèle | - | - |
| dont entreprises liées | - | - |
| Intérêts sur comptes d'épargne aux particuliers* | (59 301) | (80 981) |
| Intérêts sur comptes créditeurs à terme | (20 087) | (21 388) |
| dont entreprises liées | - | - |
| dont hors groupe | (20 087) | (21 388) |
| TOTAL | (79 388) | (102 369) |

* Ce poste comptabilise les intérêts versés à la clientèle sur les comptes d'épargne DISTINGO Bank.

NOTE 18 Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|---|------------------|------------------|
| Charges | | |
| Charges sur titres de créances négociables ⁽¹⁾ | (122 182) | (139 640) |
| Charges sur titres ⁽²⁾ | - | - |
| TOTAL | (122 182) | (139 640) |

(1) Il s'agit des charges liées aux émissions de NEU MTN et EMTN.

(2) Il s'agit des charges liées aux swaps de couverture de NEU MTN.

NOTE 19 Revenus des titres à revenu variable

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|---|----------------|---------------|
| Revenus des parts dans les entreprises liées | | |
| Dividendes reçus* | 151 385 | 71 187 |
| Autres produits assimilés | - | - |
| TOTAL | 151 385 | 71 187 |

* Dividendes reçus de CREDIPAR pour 146 915 milliers d'euros et de Stellantis Financial Services Belux pour 4 470 milliers d'euros.

NOTE 20 Commissions

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|--|--------------|--------------|
| Produits | | |
| Sur opérations de trésorerie et interbancaires | - | - |
| Sur opérations avec la clientèle* | 2 292 | 2 575 |
| Sur opérations sur titres | - | - |
| Sur opérations de change | - | - |
| Sur titres gérés ou en dépôts | - | - |
| Sur opérations sur titres pour le compte de la clientèle | - | 2 |
| Sur commissions sur opérations sur titres | 191 | 204 |
| Sur moyens de paiement | 166 | 162 |
| Sur autres produits sur prestations de services financiers | 10 | 11 |
| TOTAL | 2 660 | 2 954 |
| Charges | | |
| Sur opérations de trésorerie et interbancaires | (133) | (319) |
| Sur moyens de paiement | (124) | (136) |
| Sur autres prestations de services financiers | (204) | (99) |
| dont entreprises liées (Santander) | (6) | (4) |
| Sur commissions sur opérations sur titres | (220) | (235) |
| TOTAL | (681) | (789) |

* Il s'agit principalement de 1 451 milliers d'euros concernant les commissions perçues sur les mouvements des comptes courants en 2025, contre 1 751 milliers d'euros en 2024.

NOTE 21 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|--|--------------|--------------|
| Autres produits d'exploitation bancaire | 984 | 108 |
| Autres charges d'exploitation bancaire* | (411) | (111) |
| TOTAL | 573 | (3) |

* Il s'agit des appels de garantie cautions, espèces et titres (FGDR).

NOTE 22 Autres produits et charges d'exploitation

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|--|----------------|----------------|
| Autres charges de structure | (5 087) | (5 089) |
| Impôts et taxes | (1 005) | (700) |
| Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe | (1 493) | (1 180) |
| Autres services extérieurs | (2 589) | (3 209) |
| Transports et déplacements | - | - |
| Autres produits d'exploitation | - | - |
| Transfert de charges | - | - |
| TOTAL | (5 087) | (5 089) |

NOTE 23 Coût du risque

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|---|------------|--------------|
| Concernant les créances sur les concessionnaires | | |
| Dotations pour dépréciations des créances douteuses avérées | - | - |
| Dotations pour dépréciations des créances douteuses compromises | - | - |
| Reprises sur dépréciations des créances douteuses avérées | - | - |
| Reprises sur dépréciations des créances douteuses compromises | 1 568 | 2 256 |
| Créances irrécouvrables couvertes par des provisions | (1 257) | (659) |
| Récupérations sur créances amorties | - | - |
| Dépréciations sur encours sains | (8) | (2) |
| Reprises sur encours sains | 82 | 261 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | - | - |
| Reprises aux provisions pour risques et charges | - | - |
| TOTAL | 385 | 1 856 |

NOTE 24 Impôt sur les bénéfices

| (En milliers d'euros) | 2025 | 2024 |
|--------------------------------|----------------|----------------|
| Impôt sur les bénéfices | | |
| Impôt courant de l'exercice | (1 840) | (5 333) |
| TOTAL | (1 840) | (5 333) |

NOTE 25 Filiales et participations

| Nature (En euros) | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|--|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|
| | Nombre de titres | Valeur nette | Nombre de titres | Valeur nette |
| Parts dans des établissements de crédit | | | | |
| Apport des titres CREDIPAR | 6 706 251 | 662 641 581 | 6 706 251 | 662 641 581 |
| Apport des titres SOFIRA absorbée par CREDIPAR le 1 ^{er} mai 2015* | 7 867 090 | 192 783 605 | 7 867 090 | 192 783 605 |
| Total | 8 657 313* | 855 425 186 | 8 657 313* | 855 425 186 |
| Acquisition des titres de Stellantis Financial Services Belux le 30 mai 2023 | 2 860 002 | 113 021 652 | 2 860 002 | 113 021 652 |
| Acquisition des titres de Stellantis Financial Services Nederland le 30 mai 2023 | 2 | 77 101 808 | 2 | 77 101 808 |
| TOTAL | 11 517 317* | 1 045 548 646 | 11 517 317* | 1 045 548 646 |

* Après parité de fusion fixée à environ 4,03 parts sociales de SOFIRA pour une action CREDIPAR.

NOTE 26 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 décembre 2025 et jusqu'au 18 février 2026, date d'examen des comptes par le Conseil d'Administration, il n'est survenu aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, constate que le bénéfice distribuable s'établit à la somme de 392.458.154,68 €, constitué du bénéfice de l'exercice 2025 pour 151.543.606,98 € cumulé avec le solde du compte « Report à nouveau » antérieur s'élevant à la somme de 240.914.547,70 €.

L'Assemblée Générale, au vu de la trajectoire des fonds propres à moyen terme, décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice :

- au « report à nouveau » : 247.796.679,84 € ;
- aux actions : 144.661.474,84 €.

L'Assemblée Générale prend acte par conséquent qu'un dividende de 15,98 € par action sera versé au titre de l'exercice 2025, le 30 juin 2026 au plus tard.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale rappelle qu'un dividende de 16,07 € par action a été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024, qu'un dividende de 12,21 € par action a été versé au titre de l'exercice 2023 et qu'un dividende de 15,92 € par action a été versé au titre de l'exercice 2022.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société 43 rue Jean-Pierre Timbaud - 78300 Poissy.